



PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Edition n° 30 du 3 juillet 2009

Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés à la préfecture ou auprès des services concernés.

Le recueil peut aussi être consulté :

sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :

www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr

aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,
pendant deux mois à partir du 6 juillet 2009

SOMMAIRE

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES	641
PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	641
DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES.....	641
Bureau du management stratégique des services de l'Etat et des affaires financières.....	641
Arrêté n° 09.OSD.16 du 1 ^{er} juillet 2009 modifiant l'arrêté n° 09.OSD.09 accordant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire à M. Daniel BOUFFIER, directeur départemental des affaires sanitaires et sociales de Meurthe-et-Moselle	641
Arrêté n° 09.BMSSE.76 du 3 juillet 2009 accordant délégation de pouvoirs à M. Marc DERROY, directeur de l'agence de l'office national des forêts de Meurthe-et-Moselle	641
Arrêté n° 09.BMSSE.77 du 3 juillet 2009 accordant délégation de signature à M. Dominique SIMON, directeur interrégional Grand Est de la protection judiciaire de la jeunesse	642
DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES	643
Bureau des concours financiers et du contrôle budgétaire.....	643
Extrait de l'arrêté du 25 juin 2009 portant règlement du budget primitif 2009 du syndicat scolaire public intercommunal de Vézelize.....	643
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT	643
AGENCE REGIONALE D'HOSPITALISATION DE LORRAINE.....	643
Extrait de la délibération n° 38/09 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 16 juin 2009	643
Extrait de la délibération n° 39/09 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 16 juin 2009	643
DIRECTION REGIONALE DES AFFAIRES CULTURELLES DE LORRAINE	644
Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2009/277 du 13 mai 2009 accordant des licences d'entrepreneur de spectacles à Madame Laurence BOUTRON, « Les Deux Palmiers » 64 rue Stanislas - 54000 Nancy	644
Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2009/278 du 13 mai 2009 accordant la licence d'entrepreneur de spectacles à Monsieur Alain BRISTIEL, « CU.BI Productions » 2 rue du Duc Antoine - 54000 Nancy	644
Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2009/279 du 13 mai 2009 accordant la licence d'entrepreneur de spectacles à Monsieur Walter CAVERIVIERE, « Magginet & Compagnie » 2, Boulevard Charlemagne, 54000 Nancy	644
Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2009/280 du 13 mai 2009 portant renouvellement de la licence d'entrepreneur de spectacles accordée à Monsieur Thierry CORNOLTI, « Cornolti Production » 11 bis rue de la Borde - 54110 Haraucourt	645
Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2009/281 du 13 mai 2009 portant renouvellement des licences d'entrepreneur de spectacles accordées à Madame Pascale CRETEUR, « Les brouillards de Bruges » 7 Grande rue - 54420 Saulxures-lès-Nancy	645
Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2009/282 du 13 mai 2009 accordant des licences d'entrepreneur de spectacles à Monsieur Samuel FARGETTE, « Association SMASH » 276 bis Avenue de la Libération - 54000 Nancy	645
Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2009/283 du 13 mai 2009 accordant la licence d'entrepreneur de spectacles à Monsieur Laurent HENART, « Ville de Nancy » - 54035 Nancy	645
Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2009/284 du 13 mai 2009 portant renouvellement de la licence d'entrepreneur de spectacles accordée à Monsieur Philippe HURIET, « G2L Compagnie » 2 Avenue du Charmois - 54500 Vandœuvre-lès-Nancy	646
Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2009/285 du 13 mai 2009 accordant la licence d'entrepreneur de spectacles à Monsieur Philippe HURIET, « G2L Compagnie » 2 Avenue du Charmois - 54500 Vandœuvre-lès-Nancy	646
Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2009/286 du 13 mai 2009 portant renouvellement des licences d'entrepreneur de spectacles accordées à Monsieur Frédéric KUTTA, « Association Flex », 2 Place de la Mairie - 54670 Malleloy	646
Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2009/287 du 13 mai 2009 accordant des licences d'entrepreneur de spectacles à Madame Dominique SIBILIA, « Turbulance » Route de Crézilles - 54113 Bulligny	646
Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2009/288 du 13 mai 2009 portant renouvellement des licences d'entrepreneur de spectacles accordées à Monsieur Philippe SIDRE, « Théâtre Gérard Philipe » Avenue de la Libération - 54390 Frouard	647
Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2009/289 du 13 mai 2009 accordant des licences d'entrepreneur de spectacles à Monsieur Jacques SPIGOLON, « Union Locale des MJC du Val de Lorraine », 1 rue des Acières - 54340 Pompey	647
Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2009/290 du 13 mai 2009 accordant la licence d'entrepreneur de spectacles à Monsieur Stéphane HABLOT, « Ville de Vandœuvre-lès-Nancy » Hôtel de Ville, 7 rue de Parme - 54500 Vandœuvre-lès-Nancy	647
Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2009/291 du 13 mai 2009 accordant la licence d'entrepreneur de spectacles à Monsieur Thomas FLURY, « Théâtre en kit » 1 rue Lamartine - 54510 Tomblaine	647
Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2009/292 du 13 mai 2009 portant renouvellement des licences d'entrepreneur de spectacles accordées à Monsieur Benoît TAVENEUX, « MJCL PICHON » 7 Boulevard du recteur Senn - 54000 Nancy	648
Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2009/293 du 13 mai 2009 portant renouvellement de la licence d'entrepreneur de spectacles accordée à Monsieur Jérôme TIJOU, « LATITUDES 5.4 » 47 rue de la Commanderie - 54000 Nancy	648
Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2009/294 du 13 mai 2009 accordant la licence d'entrepreneur de spectacles à Monsieur Damien WEBER, « Where is the fish », 1 rue Gaudron - 54000 Nancy	648
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES.....	649
Service solidarité - autonomie.....	649
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n° 797 du 30 juin 2009 fixant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Ma Maison" de Nancy.....	649
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n° 798 du 30 juin 2009 fixant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Les Grands Jardins" de Colombey-les-Belles.....	649
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n° 813 du 2 juillet 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Le Clos Pré" de Saint-Max.....	650
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n° 814 du 2 juillet 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "L'Oseraie" de Laxou	650
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n° 815 du 2 juillet 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Les Bruyères" de Joudreville	651
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'AGRICULTURE	652
Service agriculture, forêt, chasse.....	652
Extrait de l'arrêté n° 2009/DDEA54/AFC/348 du 24 juin 2009 définissant les conditions d'octroi des dotations issues de la réserve dans le département de Meurthe et Moselle établies en application de l'article 9 du décret n° 2009-706 du 16/06/2009 relatif à l'octroi de dotations et de droits à paiement unique supplémentaire issus de la réserve.....	652
Service aménagement durable, urbanisme, risques	653
Extrait de l'arrêté 2009/DDEA54/ADUR/020 du 26 juin 2009 - Communes de Saint-Nicolas-de-Port, Laneuveville-devant-Nancy et de Ville-en-Vermais - Contournement ouest de Saint-Nicolas-de-Port - Liaison RD 400/A.33 - Déclaration d'utilité publique emportant mise en compatibilité des plans d'occupation des sols de Laneuveville-devant-Nancy et de Saint-Nicolas-de-Port	653
Service de l'habitat.....	653
Extrait de l'arrêté n° HAB/2009/17 du 26 juin 2009 portant agrément de l'Association pour le Développement et l'Habitat des Jeunes (ADHaJ) comme gestionnaire de la résidence sociale "121 rue du Faubourg des III Maisons" à Nancy	653
Service transports, sécurité.....	654
Extrait de l'arrêté 2009/DDEA/TS/012 du 18 juin 2009 portant publication de la carte de bruit des voies ferroviaires du département de Meurthe-et-Moselle dont le trafic est supérieur à 60 000 trains par an.....	654
DIRECTION DES ARCHIVES DEPARTEMENTALES.....	654
Arrêté du 2 juillet 2009 portant subdélégation de signature en cas d'absence ou d'empêchement de Mme Hélène SAY, directrice des archives départementales.....	654

AVIS ET COMMUNICATIONS.....655

AUTRES SERVICES.....655

CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DE NANCY655

Règlement intérieur de la commission des pénalités du 2 juin 2009.....655

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES**PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE****DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES***Bureau du management stratégique des services de l'Etat et des affaires financières*

Arrêté n° 09.OSD.16 du 1^{er} juillet 2009 modifiant l'arrêté n° 09.OSD.09 accordant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire à M. Daniel BOUFFIER, directeur départemental des affaires sanitaires et sociales de Meurthe-et-Moselle

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle
Chargé de l'administration de l'Etat dans le département

VU la loi organique n° 2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances, modifiée par la loi organique n° 2005-779 du 12 juillet 2005 ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret 92-1369 du 29 décembre 1992 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans la région et dans les départements ;

VU le décret 2005-54 du 27 janvier 2005 relatif au contrôle financier au sein des administrations de l'Etat, ensemble les arrêtés des 29 décembre 2005 et 26 janvier 2006 de M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie portant application de l'article 15 du décret susvisé ;

VU le décret du président de la République en date du 23 mars 2009 nommant M. François MALHANCHE secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du président de la République en conseil des ministres en date du 4 juin 2009 nommant M. Hugues PARANT préfet du Var ;

VU les arrêtés interministériels des 21 décembre 1982 et 27 décembre 1983, portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués pour l'exécution du budget du ministère des affaires sanitaires et sociales ;

VU l'arrêté conjoint du 14 août 2008 de M. le Ministre du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité et de Mme la ministre de la santé, de la jeunesse, des sports et de la vie associative, portant nomination à compter du 1^{er} septembre 2008 de M. Daniel BOUFFIER dans les fonctions de directeur départemental des affaires sanitaires et sociales de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté préfectoral n° 09.OSD.09 du 26 juin 2009, accordant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics à M. Daniel BOUFFIER, directeur départemental des affaires sanitaires et sociales de Meurthe-et-Moselle ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, chargé de l'administration de l'Etat dans le département ;

ARRETE

ARTICLE 1^{er} : L'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral 09.OSD.09 du 26 juin 2009 susvisé est supprimé et remplacé par l'article 2 du présent arrêté.

ARTICLE 2 : Délégation de signature est accordée à M. Daniel BOUFFIER, directeur départemental des affaires sanitaires et sociales de Meurthe-et-Moselle à l'effet de procéder à l'engagement, au mandatement et à la liquidation des dépenses imputées au titre des programmes suivants :

- Programme 104 "Intégration et accès à la nationalité française"
- Programme 106 "Action en faveur des familles vulnérables"
- Programme 124 "Conduite et soutien des politiques sanitaires et sociales"
- Programme 157 "Handicap et dépendance"
- Programme 177 "Prévention de l'exclusion et insertion des personnes vulnérables"
- Programme 183 "Protection maladie"
- Programme 303 "Immigration et asile"

ainsi qu'à la liquidation et à l'émission des titres de recettes exécutoires en application du décret susvisé du 29 décembre 1962 (modifié), en ce qui concerne les programmes précités, y compris en ce qui concerne les recettes d'indus de primes exceptionnelles de RMI.

ARTICLE 3 : Monsieur le secrétaire général de la préfecture, chargé de l'administration de l'Etat dans le département, Monsieur le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales de Meurthe-et-Moselle et Monsieur le Trésorier-Payeur Général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 1^{er} juillet 2009

Le secrétaire général
chargé de l'administration de l'Etat dans le département,
François MALHANCHE

Arrêté n° 09.BMSSE.76 du 3 juillet 2009 accordant délégation de pouvoirs à M. Marc DEROY, directeur de l'agence de l'office national des forêts de Meurthe-et-Moselle

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle
Chargé de l'administration de l'Etat dans le département

VU le code forestier et les décrets n° 79-113 et 79-114 du 25 janvier 1979 portant révision du code forestier ;

VU la loi du 28 pluviôse an VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

VU la loi n° 64-1278 du 23 décembre 1964 article 1^{er} (article L.121- 1 du code forestier) créant l'Office National des Forêts ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret n° 65-1065 du 7 décembre 1965 portant règlement d'administration publique pour l'application de l'article 1^{er} de la loi précitée ;

VU le décret n° 2003-539 du 20 juin 2003 portant diverses dispositions relatives à l'Office National des Forêts et modifiant le code forestier ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du président de la République en date du 23 mars 2009 nommant M. François MALHANCHE secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du président de la République en conseil des ministres en date du 4 juin 2009 nommant M. Hugues PARANT préfet du Var ;

VU la décision du directeur général de l'Office National des Forêts en date du 24 décembre 2008 nommant M. Marc DEROY, directeur de l'agence de l'office national des forêts de Meurthe-et-Moselle à compter du 1^{er} janvier 2009 ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, chargé de l'administration de l'Etat dans le département ;

ARRETE

ARTICLE 1^{er} : Délégation de pouvoirs est donnée à M. Marc DEROY, directeur de l'agence de l'office national des forêts de Meurthe-et-Moselle, dans la limite des attributions et compétences transférées à cet établissement public, à l'effet de signer les décisions suivantes pouvant être prises dans le département de Meurthe-et-Moselle :

- Autorisation de vente ou d'échange de la quantité de bois tant de chauffage que de construction réservée en faveur des régions, des départements, des communes et sections de communes, des établissements publics, et des établissements d'utilité publique, des sociétés mutualistes et des caisses d'épargne, lors des ventes de coupes et produits de coupes de ces organismes (art. L 144-3 et R 144-5 du code forestier)
- Déclaration de la déchéance de la vente de coupes ou produits de coupes à l'encontre de l'acheteur qui n'a pas fourni les cautions exigées dans le délai prescrit (L 134-5 et R 134-3 du code forestier)

ARTICLE 2 : L'arrêté préfectoral N° 09.BMSSE.59 du 26 juin 2009 accordant délégation de pouvoirs à M. Marc DEROY directeur de l'agence de l'office national des forêts de NANCY-Nord, ainsi que l'arrêté préfectoral N° 09.BMSSS.60 du 26 juin 2009 accordant délégation de pouvoirs à M. Jacques BECKEL, directeur de l'agence de l'office national des forêts à NANCY-Sud, sont abrogés.

ARTICLE 3 : Le secrétaire général de la préfecture, chargé de l'administration de l'Etat dans le département, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Marc DEROY, directeur de l'agence de l'office national des forêts de Meurthe-et-Moselle, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une copie sera adressée à M. le trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 3 juillet 2009

Le secrétaire général
chargé de l'administration de l'Etat dans le département,
François MALHANCHE

Arrêté n° 09.BMSSE.77 du 3 juillet 2009 accordant délégation de signature à M. Dominique SIMON, directeur interrégional Grand Est de la protection judiciaire de la jeunesse

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle
Chargé de l'administration de l'Etat dans le département

VU l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante ;

VU l'ordonnance n° 45-1845 du 18 août 1945 relative au remboursement aux institutions privées des frais d'entretien et d'éducation des mineurs délinquants ;

VU la loi du 28 pluviôse an VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret N° 2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de région et à la délégation de signature des préfets et des hauts-commissaires de la République en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie ;

VU le décret du président de la République en date du 23 mars 2009 nommant M. François MALHANCHE secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du président de la République en conseil des ministres en date du 4 juin 2009 nommant M. Hugues PARANT préfet du Var ;

VU l'arrêté ministériel du 1^{er} décembre 2008 portant nomination de M. Dominique SIMON en qualité de directeur interrégional Grand Est de la protection judiciaire de la jeunesse à compter du 1^{er} janvier 2009 ;

VU la circulaire N°00159 du ministère de l'intérieur, de l'outre mer et des collectivités territoriales en date du 5 mars 2008 relative à la modification du régime de la délégation de signature des préfets ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, chargé de l'administration de l'Etat dans le département ;

ARRETE

ARTICLE 1^{er} : Délégation est donnée à M. Dominique SIMON, directeur interrégional Grand Est de la protection judiciaire de la jeunesse, à l'effet de signer, dans le cadre de ses attributions et compétences, les conventions nominatives portant règlement et contrôle des placements ordonnés par le juge pour enfants dans les lieux de vie situés dans le département de Meurthe-et-Moselle.

ARTICLE 2 : M. Dominique SIMON, directeur interrégional Grand Est de la protection judiciaire de la jeunesse, définit, par arrêté pris au nom du secrétaire général, chargé de l'administration de l'Etat dans le département, la liste de ses subordonnés habilités à signer les actes dans leurs domaines de compétences respectifs.

ARTICLE 3 : Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de M. le secrétaire général, chargé de l'administration de l'Etat dans le département, les correspondances adressées :

1) à la présidence de la République et au Premier ministre,

2) aux ministres,

3) aux parlementaires,

ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :

4) au préfet de région et au président du conseil régional,

5) au président du conseil général,

6) au président de la communauté urbaine du Grand Nancy.

ARTICLE 4 : L'arrêté préfectoral N° 09.BMSSE.64 du 26 juin 2009 accordant délégation de signature à M. Marc BRZEGOWY, directeur régional de la protection judiciaire de la jeunesse, est abrogé.

ARTICLE 5 : Le secrétaire général de la préfecture, chargé de l'administration de l'Etat dans le département, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Dominique SIMON, directeur interrégional Grand Est de la protection judiciaire de la jeunesse, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une copie sera adressée à M. le trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 3 juillet 2009

Le secrétaire général
chargé de l'administration de l'Etat dans le département,
François MALHANCHE

DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES
Bureau des concours financiers et du contrôle budgétaire

Extrait de l'arrêté du 25 juin 2009 portant règlement du budget primitif 2009 du syndicat scolaire public intercommunal de Vézelize

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la conformité du compte administratif 2008 de la collectivité avec le compte de gestion 2008 du comptable public constatée par la chambre régionale des comptes de Lorraine et la possibilité de substituer le premier document budgétaire par le second dans le règlement du budget primitif 2009 de la collectivité ;

Considérant que le budget primitif 2009 du S.S.P.I.V. ne comporte pas de section d'investissement ;

ARRETE

Article 1^{er} : Le budget primitif 2009 du syndicat scolaire public intercommunal de Vézelize est arrêté à la somme 52 531 € (CINQUANTE DEUX MILLE CINQ CENT TRENTE ET UN EUROS).

Article 2 : Les dépenses et les recettes de la section de fonctionnement sont respectivement fixées à 52 531 €. Ces inscriptions en recettes et en dépenses de fonctionnement sont ventilées entre les chapitres et articles comme suit :

DEPENSES			RECETTES		
Chap.	Libellé	Propositions	Chap.	Libellé	Propositions
011	Charges à caractère général	655,00 €	R 002	Excédent de fonctionnement reporté	7 788,85 €
012	Charges de personnel	650,00 €	74	Dotations, subventions et participations	44 742,15 €
65	Autres charges de gestion courante	51 226,00 €			
	TOTAL	52 531,00 €		TOTAL	52 531,00 €

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, la présidente du syndicat scolaire public intercommunal de Vézelize et le trésorier d'Haroué-Vézelize sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée au président de la chambre régionale des comptes de Lorraine, au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle et au directeur des services fiscaux de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 25 juin 2009

Pour le préfet et par délégation,
 Le secrétaire général,
 François MALHANCHE

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT
AGENCE REGIONALE D'HOSPITALISATION DE LORRAINE

Extrait de la délibération n° 38/09 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 16 juin 2009

La commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine

Délibérant régulièrement conformément à l'article L6115.4 du code de la santé publique et l'article 12 de la convention constitutive de L'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au journal officiel du 10 janvier 1997,

Considérant le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens signé le 29/05/2007 entre l'agence régionale de l'Hospitalisation de Lorraine et l'hôpital de Freyming Merlebach,

Considérant les conclusions positives de la visite sur site réalisée le 11 juin 2009 pour la reconnaissance de l'activité d'une unité de surveillance continue,

DECIDE

Article 1 : D'approuver les clauses de l'avenant n°6 au contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens conclu avec l'hôpital de Freyming Merlebach, relatif à la reconnaissance tarifaire de l'activité d'une unité de surveillance continue.

Article 2 : D'autoriser le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine à signer ledit avenant.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs des préfectures des départements de la Meurthe et Moselle et de la Moselle.

Nancy, le 16 juin 2009

Le président de la commission exécutive,
 Jean-Yves GRALL

Extrait de la délibération n° 39/09 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 16 juin 2009

La commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine

Délibérant régulièrement conformément à l'article L6115.4 du code de la Santé publique et l'article 12 de la convention constitutive de L'agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997,

Considérant les contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens signé entre l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine et les établissements de santé mentionnés ci-dessous,

Considérant l'avis favorable de la Commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine du 16/06/09 concernant les demandes d'identifications de lits de soins palliatifs formulées par les établissements mentionnés ci-dessous,

DECIDE

Article 1 : D'approuver les clauses des avenants aux C.P.O.M. suivants :

- Avenant n° 6 au C.P.O.M. du Centre hospitalier de Bar le Duc : 1 lit de soins palliatifs intégrés au service de médecine et 1 lit de soins palliatifs identifiés et intégrés au service de soins de suite polyvalents.
- Avenant n° 3 au Centre hospitalier de Commercy : 3 lits de soins palliatifs intégrés au service de médecine
- Avenant n° 3 au C.P.O.M. de la Clinique Sainte Elisabeth à Thionville : 4 lits de soins palliatifs intégrés au service de médecine et 2 lits des soins palliatifs identifiés et intégrés au service de soins de suite polyvalents.
- Avenant n° 3 au C.P.O.M. de Hospitalor à Forbach : 2 lits de soins palliatifs identifiés et intégrés au service de médecine.
- Avenant n° 4 au C.P.O.M. de Hospitalor à Saint Avold : 2 lits de soins palliatifs identifiés et intégrés au service de médecine.
- Avenant n° 2 au C.P.O.M. de Hospitalor à Château Salins : 3 lits de soins palliatifs identifiés et intégrés au service de médecine.
- Avenant n° 2 au C.P.O.M. du C.R.S. à Abreschviller : 2 lits de soins palliatifs identifiés et intégrés au service de soins de suite polyvalent du site de Niderviller.
- Avenant n° 7 au C.P.O.M. de l'Hôpital de Freyming Merlebach : 3 lits de soins palliatifs identifiés et intégrés au service de médecine.

- Avenant n° 17 C.H.R. de Metz / Thionville : 2 lits de soins palliatifs identifiés et intégrés au service de médecine gériatrique du site de Bel Air à Thionville.
 - Avenant n° 3 au C.P.O.M. du Centre hospitalier de Boulay : 2 lits de soins palliatifs identifiés et intégrés au service de médecine et de 1 lit de soins palliatifs identifié et intégré au service de soins de suite polyvalents.
 - Avenant n° 3 au C.P.O.M. du Centre hospitalier de Vittel : 2 lits de soins palliatifs identifiés et intégrés au service de médecine du site de Vittel.
 - Avenant n° 11 au C.P.O.M. du Centre hospitalier d'Epinal : 2 lits de soins palliatifs identifiés et intégrés au service de médecine dont 1 en oncologie et 1 en pneumologie.
 - Avenant n° 2 au C.P.O.M. du Centre hospitalier de Saint Dié : 4 lits de soins palliatifs identifiés et intégrés au service de médecine et 2 lits de soins palliatifs identifiés et intégrés au service de soins de suite polyvalents.
 - Avenant n° 1 au C.P.O.M. de l'Hôpital local de Raon l'Etape : 2 lits de soins palliatifs identifiés et intégrés au service de soins de suite polyvalents.
 - Avenant n° 1 au C.P.O.M. du Centre hospitalier de Gérardmer : 2 lits de soins palliatifs identifiés et intégrés au service de soins de suite polyvalents.
 - Avenant n° 3 au C.P.O.M. du Centre hospitalier de Remiremont : 4 lits de soins palliatifs identifiés et intégrés au service de médecine.
- Article 2 : D'autoriser le Directeur de l'Agence régionale de l'Hospitalisation de Lorraine à signer lesdits avenants.
- La présente délibération sera publiée aux recueils des actes administratifs des préfectures des départements de la Meurthe et Moselle, de la Meuse, de la Moselle et des Vosges.
- Nancy, le 16 juin 2009

Le président de la commission exécutive,
Jean-Yves GRALL

DIRECTION REGIONALE DES AFFAIRES CULTURELLES DE LORRAINE

Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2009/277 du 13 mai 2009 accordant des licences d'entrepreneur de spectacles à Madame Laurence BOUTRON, « Les Deux Palmiers » 64 rue Stanislas - 54000 Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

ARRETE

Article 1er : Les licences d'entrepreneur de spectacles de 1ère et 2ème catégorie portant les numéros 1-1024922 et 2-1024923 sont accordées pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

- Madame Laurence BOUTRON, « Les Deux Palmiers » 64, rue Stanislas, 54000 Nancy.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1er du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 13 mai 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional des affaires culturelles,
Jean-Luc BREDEL

Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2009/278 du 13 mai 2009 accordant la licence d'entrepreneur de spectacles à Monsieur Alain BRISTIEL, « CU.BI Productions » 2 rue du Duc Antoine - 54000 Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

ARRETE

Article 1er : La licence d'entrepreneur de spectacles de 1ère catégorie portant le numéro 1-1024951 est accordée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

- Monsieur Alain BRISTIEL, « CU.BI Productions » 2, rue du Duc Antoine, 54000 Nancy.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1er du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 13 mai 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional des affaires culturelles,
Jean-Luc BREDEL

Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2009/279 du 13 mai 2009 accordant la licence d'entrepreneur de spectacles à Monsieur Walter CAVERIVIERE, « Magginet & Compagnie » 2, Boulevard Charlemagne, 54000 Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

ARRETE

Article 1er : La licence d'entrepreneur de spectacles de 2ème catégorie portant le numéro 2-1024927 est accordée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

- Monsieur Walter CAVERIVIERE, « Magginet & Compagnie » 2, Boulevard Charlemagne, 54000 Nancy.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1er du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 13 mai 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional des affaires culturelles,
Jean-Luc BREDEL

Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2009/280 du 13 mai 2009 portant renouvellement de la licence d'entrepreneur de spectacles accordée à Monsieur Thierry CORNOLTI, « Cornolti Production » 11 bis rue de la Borde - 54110 Haraucourt

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

ARRETE

Article 1er : La licence d'entrepreneur de spectacles de 2ème catégorie portant le numéro 54-0505 est renouvelée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

- Monsieur Thierry CORNOLTI, « Cornolti Production » 11 bis, rue de la Borde, 54110 Haraucourt.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1er du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 13 mai 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional des affaires culturelles,
Jean-Luc BREDEL

Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2009/281 du 13 mai 2009 portant renouvellement des licences d'entrepreneur de spectacles accordées à Madame Pascale CRETEUR, « Les brouillards de Bruges » 7 Grande rue - 54420 Saulxures-lès-Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

ARRETE

Article 1er : Les licences d'entrepreneur de spectacles de 2ème et 3ème catégorie portant les numéros 54-0538 et 54-0539 sont renouvelées pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

- Madame Pascale CRETEUR, « Les brouillards de Bruges » 7, Grande rue, 54420 Saulxures-lès-Nancy.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1er du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 13 mai 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional des affaires culturelles,
Jean-Luc BREDEL

Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2009/282 du 13 mai 2009 accordant des licences d'entrepreneur de spectacles à Monsieur Samuel FARGETTE, « Association SMASH » 276 bis Avenue de la Libération - 54000 Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

ARRETE

Article 1er : Les licences d'entrepreneur de spectacles de 2ème et 3ème catégorie portant les numéros 2-1024945 et 3-1024946 sont accordées pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

- Monsieur Samuel FARGETTE, « Association SMASH » 276 bis, Avenue de la Libération, 54000 Nancy.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1er du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 13 mai 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional des affaires culturelles,
Jean-Luc BREDEL

Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2009/283 du 13 mai 2009 accordant la licence d'entrepreneur de spectacles à Monsieur Laurent HENART, « Ville de Nancy » - 54035 Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

ARRETE

Article 1er : La licence d'entrepreneur de spectacles de 2ème catégorie portant le numéro 2-1024952 est accordée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

- Monsieur Laurent HENART, « Ville de Nancy » 54035 Nancy.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1er du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.
Metz, le 13 mai 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional des affaires culturelles,
Jean-Luc BREDEL

Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2009/284 du 13 mai 2009 portant renouvellement de la licence d'entrepreneur de spectacles accordée à Monsieur Philippe HURIET, « G2L Compagnie » 2 Avenue du Charmois - 54500 Vandoeuvre-lès-Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

ARRETE

Article 1er : La licence d'entrepreneur de spectacles de 3ème catégorie portant le numéro 54-0558 est renouvelée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

- Monsieur Philippe HURIET, « G2L Compagnie » 2, Avenue du Charmois, 54500 Vandoeuvre-lès-Nancy.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1er du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 13 mai 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional des affaires culturelles,
Jean-Luc BREDEL

Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2009/285 du 13 mai 2009 accordant la licence d'entrepreneur de spectacles à Monsieur Philippe HURIET, « G2L Compagnie » 2 Avenue du Charmois - 54500 Vandoeuvre-lès-Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

ARRETE

Article 1er : La licence d'entrepreneur de spectacles de 2ème catégorie portant le numéro 2-1024942 est accordée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

- Monsieur Philippe HURIET, « G2L Compagnie » 2, Avenue du Charmois, 54500 Vandoeuvre-lès-Nancy.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1er du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 13 mai 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional des affaires culturelles,
Jean-Luc BREDEL

Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2009/286 du 13 mai 2009 portant renouvellement des licences d'entrepreneur de spectacles accordées à Monsieur Frédéric KUTTA, « Association Flex », 2 Place de la Mairie - 54670 Malleloy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

ARRETE

Article 1er : Les licences d'entrepreneur de spectacles de 2ème et 3ème catégorie portant les numéros 54-0544 et 54-0545 sont renouvelées pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

- Monsieur Frédéric KUTTA, « Association Flex », 2, Place de la Mairie, 54670 Malleloy.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1er du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 13 mai 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional des affaires culturelles,
Jean-Luc BREDEL

Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2009/287 du 13 mai 2009 accordant des licences d'entrepreneur de spectacles à Madame Dominique SIBILIA, « Turbul'lance » Route de Crézilles - 54113 Bulligny

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

ARRETE

Article 1er : Les licences d'entrepreneur de spectacles de 2ème et 3ème catégorie portant les numéros 2-1024920 et 3-1024921 sont accordées pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

- Madame Dominique SIBILIA, « Turbul'lance » Route de Crézilles, 54113 Bulligny.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1er du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.
Metz, le 13 mai 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional des affaires culturelles,
Jean-Luc BREDEL

Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2009/288 du 13 mai 2009 portant renouvellement des licences d'entrepreneur de spectacles accordées à Monsieur Philippe SIDRE, « Théâtre Gérard Philipe » Avenue de la Libération - 54390 Frouard

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

ARRETE

Article 1er : Les licences d'entrepreneur de spectacles de 2ème et 3ème catégorie portant les numéros 54-0564 et 54-0565 sont renouvelées pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

- Monsieur Philippe SIDRE, « Théâtre Gérard Philipe » Avenue de la Libération, 54390 Frouard.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1er du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 13 mai 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional des affaires culturelles,
Jean-Luc BREDEL

Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2009/289 du 13 mai 2009 accordant des licences d'entrepreneur de spectacles à Monsieur Jacques SPIGOLON, « Union Locale des MJC du Val de Lorraine », 1 rue des Aciéries - 54340 Pompey

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

ARRETE

Article 1er : Les licences d'entrepreneur de spectacles de 2ème et 3ème catégorie portant les numéros 2-1024950 et 3-1024949 sont accordées pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

- Monsieur Jacques SPIGOLON, « Union Locale des MJC du Val de Lorraine », 1, rue des Aciéries, 54340 Pompey.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1er du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 13 mai 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional des affaires culturelles,
Jean-Luc BREDEL

Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2009/290 du 13 mai 2009 accordant la licence d'entrepreneur de spectacles à Monsieur Stéphane HABLOT, « Ville de Vandoeuvre-lès-Nancy » Hôtel de Ville, 7 rue de Parme - 54500 Vandoeuvre-lès-Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

ARRETE

Article 1er : La licence d'entrepreneur de spectacles de 1ère catégorie portant le numéro 1-1024953 est accordée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

- Monsieur Stéphane HABLOT, « Ville de Vandoeuvre-lès-Nancy » Hôtel de Ville, 7, rue de Parme, 54500 Vandoeuvre-lès-Nancy.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1er du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 13 mai 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional des affaires culturelles,
Jean-Luc BREDEL

Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2009/291 du 13 mai 2009 accordant la licence d'entrepreneur de spectacles à Monsieur Thomas FLURY, « Théâtre en kit » 1 rue Lamartine - 54510 Tomblaine

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

ARRETE

Article 1er : La licence d'entrepreneur de spectacles de 1ère catégorie portant le numéro 1-1024954 est accordée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

- Monsieur Thomas FLURY, « Théâtre en kit » 1, rue Lamartine, 54510 Tomblaine.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1er du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 13 mai 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional des affaires culturelles,
Jean-Luc BREDEL

Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2009/292 du 13 mai 2009 portant renouvellement des licences d'entrepreneur de spectacles accordées à Monsieur Benoît TAVENEAUX, « MJCL PICHON » 7 Boulevard du recteur Senn - 54000 Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

ARRETE

Article 1er : Les licences d'entrepreneur de spectacles de 2ème et 3ème catégorie portant les numéros 54-0112 et 54-0397 sont renouvelées pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

- Monsieur Benoît TAVENEAUX, « MJCL PICHON » 7, Boulevard du recteur Senn, 54000 Nancy.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1er du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 13 mai 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional des affaires culturelles,
Jean-Luc BREDEL

Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2009/293 du 13 mai 2009 portant renouvellement de la licence d'entrepreneur de spectacles accordée à Monsieur Jérôme TIJOU, « LATITUDES 5.4 » 47 rue de la Commanderie - 54000 Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

ARRETE

Article 1er : La licence d'entrepreneur de spectacles de 2ème catégorie portant le numéro 54-0550 est renouvelée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

- Monsieur Jérôme TIJOU, « LATITUDES 5.4 » 47, rue de la Commanderie, 54000 Nancy.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1er du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 13 mai 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional des affaires culturelles,
Jean-Luc BREDEL

Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2009/294 du 13 mai 2009 accordant la licence d'entrepreneur de spectacles à Monsieur Damien WEBER, « Where is the fish », 1 rue Gaudron - 54000 Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

ARRETE

Article 1er : La licence d'entrepreneur de spectacles de 2ème catégorie portant le numéro 2-1024935 est accordée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

- Monsieur Damien WEBER, « Where is the fish », 1, rue Gaudron, 54000 Nancy.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1er du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 13 mai 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional des affaires culturelles,
Jean-Luc BREDEL

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES
Service solidarité - autonomie

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n° 797 du 30 juin 2009 fixant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Ma Maison" de Nancy

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle
 Chargé de l'administration de l'Etat dans le département

ARRETE

Article 1^{er} - Pour l'exercice 2009, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :
 Maison de retraite "Ma Maison" – 119 Avenue de Strasbourg – 54000 NANCY - N° FINESS : 54 0008208
 sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	33 012,40	407 914,05
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	342 525,99	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	32 375,66	
	Déficit reporté	0,00	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	407 914,05	407 914,05
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté		

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 0 euros.

Article 3 - La dotation globale de financement soins 2009 de la maison de retraite "Ma Maison" de NANCY est fixée à 407 914,05 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 23,44 euros

GIR 3 et 4 : 18,34 euros

GIR 5 et 6 : 13,25 euros

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Ma Maison" de NANCY.

Nancy, le 30 juin 2009

Pour le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle
 Chargé de l'administration de l'Etat dans le département et par délégation,
 Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
 L'Inspecteur principal
 Philippe KRIN

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n° 798 du 30 juin 2009 fixant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Les Grands Jardins" de Colombey-les-Belles

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle
 Chargé de l'administration de l'Etat dans le département

ARRETE

Article 1^{er} - Pour l'exercice 2009, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :
 Maison de retraite "Les Grands Jardins" – 4 rue de la Gare – 54170 COLOMBEY-LES-BELLES - N° FINESS : 54 0012994
 sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	34 565,00	519 889,64
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	458 396,99	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	26 410,00	
	Déficit reporté	517,65	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	519 889,64	519 889,64
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	0,00	

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 517,65 euros (déficit).

Article 3 - La dotation globale de financement soins 2009 de la maison de retraite "Les Grand Jardins" de COLOMBEY-LES-BELLES à 519 889,64 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 38,48 euros
GIR 3 et 4 : 30,13 euros
GIR 5 et 6 : 21,77 euros

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Les Grands Jardins" de COLOMBEY-LES-BELLES.

Nancy, le 30 juin 2009

Pour le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle
Chargé de l'administration de l'Etat dans le département et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspecteur principal
Philippe KRIN

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n° 813 du 2 juillet 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Le Clos Pré" de Saint-Max

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle
Chargé de l'administration de l'Etat dans le département

ARRETE

Article 1^{er} - Pour l'exercice 2009, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Le Clos Pré" – 14 rue du Clos Pré– 54130 SAINT-MAX

N° FINESS : 54 0019577

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	47 686,40	406 256,57
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	358 070,17	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	500,00	
	Déficit reporté	0,00	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	406 256,57	406 256,57
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	0,00	

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de .

Article 3 - La dotation globale de financement soins 2009 de la maison de retraite "Le Clos Pré" de SAINT-MAX est fixée à 406 256,57 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 30,47 euros
GIR 3 et 4 : 23,24 euros
GIR 5 et 6 : 16,02 euros

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Le Clos Pré" de SAINT-MAX.

Nancy, le 2 juillet 2009

Pour le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle
Chargé de l'administration de l'Etat dans le département et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspecteur principal
Philippe KRIN

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n° 814 du 2 juillet 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "L'Oseraie" de Laxou

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle
Chargé de l'administration de l'Etat dans le département

ARRETE

Article 1^{er} - Pour l'exercice 2009, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "L'Oseraie" – 27 rue de Maréville – 54520 LAXOU

N° FINESS : 54 0014008

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	39 070,60	417 956,03
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	358 315,42	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	530,00	
	Déficit reporté	20 040,01	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	417 956,03	417 956,03
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation		
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	0,00	

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 20 040,01 euros (déficit).

Article 3 - La dotation globale de financement soins 2009 de la maison de retraite "L'Oseraie" de LAXOU est fixée à 417 956,03 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 34,97 euros

GIR 3 et 4 : 27,61 euros

GIR 5 et 6 : 20,27 euros

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "L'Oseraie" de LAXOU.

Pour le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle
Chargé de l'administration de l'Etat dans le département et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspecteur principal
Philippe KRIN

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n° 815 du 2 juillet 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Les Bruyères" de Joudreville

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle
Chargé de l'administration de l'Etat dans le département

ARRETE

Article 1^{er} - Pour l'exercice 2009, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Les Bruyères" – rue de la Piscine – 54490 JOUDREVILLE - N° FINESS : 54 0019585

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	62 691,50	529 508,09
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	466 143,84	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	672,75	
	Déficit reporté	0,00	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	529 508,09	529 508,09
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	0,00	

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 0 euros.

Article 3 - La dotation globale de financement soins 2009 de la maison de retraite "Les Bruyères" de JOUDREVILLE est fixée à 529 508,09 €.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 25,34 euros

GIR 3 et 4 : 19,89 euros

GIR 5 et 6 : 14,44 euros

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Les Bruyères" de JOUDREVILLE.

Nancy, le 2 juillet 2009

Pour le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle
Chargé de l'administration de l'Etat dans le département et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspecteur principal
Philippe KRIN

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'ÉQUIPEMENT ET DE L'AGRICULTURE
Service agriculture, forêt, chasse

Extrait de l'arrêté n° 2009/DDEA54/AFC/348 du 24 juin 2009 définissant les conditions d'octroi des dotations issues de la réserve dans le département de Meurthe et Moselle établies en application de l'article 9 du décret n° 2009-706 du 16/06/2009 relatif à l'octroi de dotations et de droits à paiement unique supplémentaire issus de la réserve

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

A R R E T E

Article 1

I. – Peut demander à bénéficier d'une dotation issue de la réserve au titre du programme « installation » un agriculteur qui répond aux critères d'accès définis au programme départemental précisés en annexe du présent arrêté
II. – Le montant de la dotation avant application de l'article 9 du décret n° 2009-706 du 16 juin 2009 susvisé est calculé suivant les modalités précisées en annexe I du présent arrêté.

Article 2

I. – Peut demander à bénéficier d'une dotation issue de la réserve au titre du programme « revalorisation de DPU dont la valeur moyenne est très inférieure à la valeur moyenne départementale » un agriculteur qui répond aux critères d'accès définis au programme départemental précisés en annexe du présent arrêté
II. – Le montant de la dotation avant application de l'article 9 du décret n° 2009-706 du 16 juin 2009 susvisé est calculé suivant les modalités précisées en annexe II du présent arrêté.

Article 3

I. – Peut demander à bénéficier d'une dotation issue de la réserve au titre du programme « compensation prélèvements multiples Safer » un agriculteur qui répond aux critères d'accès définis au programme départemental précisés en annexe du présent arrêté
II. – Le montant de la dotation avant application de l'article 9 du décret n° 2009-706 du 16 juin 2009 susvisé est calculé suivant les modalités précisées en annexe III du présent arrêté.

Article 4

Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des services de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 24 juin 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

ANNEXE I à l'arrêté préfectoral définissant les conditions d'octroi des dotations issues de la réserve dans le département de Meurthe et Moselle établies en application de l'article 9 du décret n° 2009-706 du 16 juin 2009 portant application du règlement (CE) n° 1782/2003 et modifiant le code rural

Intitulé : programme « installation »

Objet : revaloriser des portefeuilles de DPU dans le cas des dossiers d'installation.

Critères d'accès : installations aidées remplissant les conditions communes aux volets national et départemental (Cf. notice nationale).

Modalités de calcul de la dotation :

- calcul du montant total d'aides directes de l'exploitation en première année d'installation (valeur du portefeuille de DPU + aides couplées surfaces + aides couplées animales),
- calcul de l'écart entre :
 - * la valeur moyenne départementale des aides directes (découplées et couplées) par ha de surface admissible (329 €) multipliée par la surface admissible de l'exploitation
 - * et le montant d'aides directes de l'exploitation,
- la dotation est égale à l'écart plafonnée à 250 €
- Dans le cas d'une installation en société, pour ne prendre en compte que l'associé nouvel installé, le montant de la dotation est divisé par le nombre d'associés.
- Règles générales concernant le calcul :
 - * Afin d'inciter à la signature de clauses, les valeurs de DPU du cédant du foncier seront systématiquement prises en compte dans le calcul de la dotation (que les clauses aient été réalisées ou non), sauf pour les clauses objectivement impossibles pour lesquelles la dotation au titre du programme national sera déduite de la dotation calculée.
 - * Dans le cas d'une reprise d'exploitation lors de l'installation puis d'association, le calcul sera réalisé dans la situation la plus favorable (individuelle ou sociétaire) uniquement dans le cas des GAEC bénéficiant d'une transparence supplémentaire.
 - * Le plafonnement par associé dans le cas des sociétés pourra être modulable en fonction des disponibilités de la réserve.
 - * Une proratisation modulable pourra être appliquée, le cas échéant, compte tenu de l'estimation d'un besoin de 150 000 € pour satisfaire la revalorisation potentielle des dossiers des jeunes installés.

Choix de la valeur maximale des DPU attribués :

- ☐ valeur moyenne départementale
- ☒ 250€
- ☐ autre (préciser)

Modalités d'incorporation de la dotation :

- ☐ couverture de toute la surface admissible (type « programme complémentaire »)
- ☐ création de nouveaux DPU en nombre et valeur prédéfinis (type « arrachage »)
- ☒ création de nouveaux DPU et revalorisation des DPU détenus (type « installation »)

ANNEXE II à l'arrêté préfectoral définissant les conditions d'octroi des dotations issues de la réserve dans le département de Meurthe et Moselle établies en application de l'article 9 du décret n° 2009-706 du 16 juin 2009 portant application du règlement (CE) n° 1782/2003 et modifiant le code rural

Intitulé : programme « revalorisation de DPU dont la valeur moyenne est très inférieure à la valeur moyenne départementale ».

Objet : améliorer la viabilité économique des exploitations dont le montant d'aides directes est très inférieur à la moyenne départementale.

Critères d'accès :

- agriculteur exploitant ayant au moins une ½ SMI et affilié à l'AMEXA (pour les sociétés : ½ SMI par associé exploitant),
- montant d'aides directes (couplées et découplées) inférieur à 150 € par ha de surface admissible,

Modalités de calcul de la dotation :

- revalorisation permettant d'atteindre un montant d'aides directes (couplées et découplées) de 150 € par ha de surface admissible,
- plafonnement de la dotation à 1 000 € (pour les sociétés : 1 000 € par associé exploitant),

- dotation plafonnée à un maximum de 100 % du montant d'aides directes avant revalorisation.
- pas d'attribution si la dotation calculée est inférieure à 50 €.

Modalités d'incorporation de la dotation :

- ☐ couverture de toute la surface admissible (type « programme complémentaire »)
- ☐ création de nouveaux DPU en nombre et valeur prédéfinis (type « arrachage »)
- ☒ création de nouveaux DPU et revalorisation des DPU détenus (type « installation »)

ANNEXE III à l'arrêté préfectoral définissant les conditions d'octroi des dotations issues de la réserve dans le département de Meurthe et Moselle établies en application de l'article 9 du décret n° 2009-706 du 16 juin 2009 portant application du règlement (CE) n° 1782/2003 et modifiant le code rural

Intitulé : programme « compensation prélèvements multiples Safer »

Objet : permettre à l'attributaire définitif de DPU, succédant à un ou plusieurs occupants temporaires de terres par le biais de la Safer, de bénéficier de DPU prélevés une seule fois.

Critères d'accès :

- Etre attributaire définitif, entre le 16 mai 2007 et le 15 mai 2008, de DPU ayant déjà fait l'objet d'un transfert entre le propriétaire initial et un occupant temporaire des terres sur la campagne 2007.

Modalités de calcul de la dotation :

- Dotation = montant de telle sorte que les DPU transférés à l'attributaire définitif du foncier ne soient réduits par rapport à leur valeur initiale que du montant correspondant au prélèvement qu'il y aurait eu si la cession de DPU avait été faite directement, pendant la campagne 2008, entre le propriétaire initial des DPU et l'attributaire définitif.

Modalités d'incorporation de la dotation :

- ☐ couverture de toute la surface admissible (type « programme complémentaire »)
- ☐ création de nouveaux DPU en nombre et valeur prédéfinis (type « arrachage »)
- ☒ création de nouveaux DPU et revalorisation des DPU détenus (type « installation »)

Service aménagement durable, urbanisme, risques

Extrait de l'arrêté 2009/DDEA54/ADUR/020 du 26 juin 2009 - Communes de Saint-Nicolas-de-Port, Laneuveville-devant-Nancy et de Ville-en-Vermois - Contournement ouest de Saint-Nicolas-de-Port - Liaison RD 400/A.33 - Déclaration d'utilité publique emportant mise en compatibilité des plans d'occupation des sols de Laneuveville-devant-Nancy et de Saint-Nicolas-de-Port

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que toutes les formalités de publicité ont été régulièrement accomplies, ainsi que l'attestent les pièces jointes au dossier ;

ARRETE

Article 1^{er} - Sont déclarés d'utilité publique les travaux à exécuter nécessaires à la construction d'une route portant contournement ouest de SAINT NICOLAS DE PORT (liaison RD 400/A.33), conformément aux dispositions du plan annexé au présent arrêté.

Article 2 - Le document exposant les motifs et considérations justifiant le caractère d'utilité publique de l'opération est joint au présent arrêté, conformément aux dispositions de l'article L 11-1-1 du code de l'expropriation.

Article 3 - Le département de Meurthe-et-Moselle est autorisé à acquérir les immeubles nécessaires au projet, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation, dans un délai de cinq ans à compter de la date de publication du présent arrêté.

Article 4 - Pour cet ouvrage à caractère linéaire, le maître d'ouvrage est tenu de remédier aux dommages causés aux exploitants agricoles par l'exécution de ces travaux dans les conditions prévues par les articles L 352-1 et R 352-1 à R 352-14 du code rural.

Article 5 - Le présent arrêté emporte mise en compatibilité des plans d'occupation des sols des communes de LANEUEVILLE DEVANT NANCY et de SAINT NICOLAS DE PORT, conformément aux documents suivants annexés :

Pour LANEUEVILLE DEVANT NANCY

- 1 – la notice explicative,
- 2 – le plan de zonage au 1/5000°,
- 3 – la liste des emplacements réservés.

Pour SAINT NICOLAS DE PORT

- 1 – la notice explicative,
- 2 – deux plans de zonage au 1/2000°,
- 3 – le règlement modifié pour la zone ND,
- 4 – la liste des emplacements réservés.

Il fera l'objet, en application de l'article R 123-24 du code de l'urbanisme, des mesures de publicité et d'information édictées à l'article R 123-25 du même code.

Article 6 - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 7 - Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à :

- Monsieur le président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle
- Monsieur le maire de LANEUEVILLE DEVANT NANCY
- Monsieur le maire de SAINT NICOLAS DE PORT
- Monsieur le maire de VILLE EN VERMOIS
- Monsieur Michel BASLY, commissaire enquêteur
- Monsieur le président du tribunal administratif de NANCY
- Monsieur le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture.

Nancy, le 26 juin 2009

Le préfet,
Hugues PARANT

Service de l'habitat

Extrait de l'arrêté n° HAB/2009/17 du 26 juin 2009 portant agrément de l'Association pour le Développement et l'Habitat des Jeunes (ADHaJ) comme gestionnaire de la résidence sociale "121 rue du Faubourg des III Maisons" à Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que l'Association pour le Développement et l'Habitat des Jeunes, gestionnaire de la résidence sociale "Faubourg des III Maisons", reconnue dans ses nombreuses activités sociales depuis plusieurs années, présente les aptitudes pour assurer la gestion de la résidence sociale "Faubourg des III Maisons" sous les angles sociaux, techniques et financiers ;

AR R E T E

Article 1^{er} : L'Association « ADHaJ » est agréée comme gestionnaire de la résidence sociale "Faubourg des III Maisons" pour des personnes jeunes, d'une capacité de 30 logements collectifs, sise 121 rue du Faubourg des III Maisons à NANCY (54000).

Article 2 : Le présent agrément est accordé sans limitation de durée. Il pourra faire l'objet d'un arrêté préfectoral de retrait en cas de manquements graves de l'Association "ADHaJ" à ses obligations et après qu'elle ait été mise en demeure de présenter ses observations.

Article 3 : Le Secrétaire Général de la Préfecture et le Directeur Départemental de l'Équipement et de l'Agriculture, sont chargés de l'application du présent arrêté qui sera notifié au Président de l'Association « ADHaJ ».

Nancy, le 26 juin 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général chargé de l'administration de l'État dans le département,
François MALHANCHE

*Service transports, sécurité***Extrait de l'arrêté 2009/DDEA/TS/012 du 18 juin 2009 portant publication de la carte de bruit des voies ferroviaires du département de Meurthe-et-Moselle dont le trafic est supérieur à 60 000 trains par an**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1^{er} - Sont arrêtées les cartes de bruit stratégiques des voies ferroviaires dont le trafic est supérieur à 60 000 trains par an, concernant les voies suivantes :

* La ligne 70 (de Noisy-le-Sec à Strasbourg)

- sur une longueur de 29,3 km entre Frouard (raccordement des lignes de Metz et Paris) à la gare de Dombasle-sur-Meurthe.

* La ligne 90 (de Frouard à Novéant-sur-Moselle)

- sur une longueur de 22,7 km entre Belleville et Arnville.

Article 2 - Chaque carte de bruit comporte :

* 4 documents graphiques du bruit au 1/25 000ème listés ci-après :

- (a1) une représentation graphique des zones exposées au bruit du jour, à l'aide de courbes isophones et Lden allant de 55 dB (A) à 75 dB (A), par pas de 5 dB (A) ;

- (a2) une représentation graphique des zones exposées au bruit de nuit, à l'aide de courbes isophones en Ln allant de 50 dB (A) à 70 dB (A), par pas de 5 dB (A) en application de l'article R 571-1 et suivants du code de l'environnement ;

- (b) une représentation graphique des secteurs exposés au bruit arrêtés en application de l'article R 572-1 et suivants du code de l'environnement ;

- (c) une représentation graphique des zones où le Lden dépasse 73 dB (A) et le Ln dépasse 65 dB (A) en application de l'article R 572-1 et suivants du code de l'environnement ;

* des tableaux de données fournissant une estimation des populations, des surfaces et des établissements d'enseignement et de santé exposés au bruit dans ces zones ;

* un résumé non technique présentant les principaux résultats de l'évaluation réalisée et l'exposé sommaire de la méthodologie employée pour leur élaboration.

Article 3 - Ces cartes seront mises en lignes sur le site internet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr

Article 4 - Les cartes de bruit seront tenues à la disposition du public à la préfecture de Meurthe-et-Moselle :

- Direction du développement durable et des politiques interministérielles

- Bureau de l'aménagement du territoire et de l'environnement

Article 5 - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 6 - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 7 - Les cartes de bruit mentionnées dans le présent arrêté sont transmises au ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire (DPPR – mission bruit) et intégrées dans l'observatoire du bruit des infrastructures de transports terrestres du département de Meurthe-et-Moselle.

Article 8 - Monsieur le secrétaire général, le directeur régional de réseau ferré de France, le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture de Meurthe-et-Moselle sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à Madame la directrice des archives départementales de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 18 juin 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

DIRECTION DES ARCHIVES DÉPARTEMENTALES**Arrêté du 2 juillet 2009 portant subdélégation de signature en cas d'absence ou d'empêchement de Mme Hélène SAY, directrice des archives départementales**

Le directeur départemental

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements et notamment l'article 38 4°,

VU l'arrêté ministériel du 20 mars 2003 nommant Mme Hélène SAY, conservatrice en chef du patrimoine, directrice des archives départementales de Meurthe-et-Moselle à compter du 18 août 2003 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 09.BMSSE.50 en date du 26 juin 2009 portant délégation de signature à Mme Hélène SAY, directrice des archives départementales ainsi que l'ensemble des textes visés par cet arrêté ;

VU le code du Patrimoine, ensemble les décrets d'application n° 79-1037, n° 79-1038, n° 79-1039 et n° 79-1040 du 3 décembre 1979 ;

VU le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles R. 1421-1 à R. 1421-16.

AR R E T E

Article 1^{er} - En application de l'article 2 de l'arrêté préfectoral n° 09.BMSSE.50 en date du 26 juin 2009 accordant délégation de signature à Mme Hélène SAY, directrice des archives départementales, délégation est donnée à l'effet de signer, dans le cadre de ses attributions et compétences, à Mme Magali LACHÈVRE, conservateur du patrimoine, directrice adjointe des archives départementales.

Article 2 - Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle chargé de l'administration de l'État dans le département et la directrice des archives départementales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée à M. le trésorier payeur général.

Nancy, le 2 juillet 2009

Pour le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle
Chargé de l'administration de l'État dans le département et par délégation,
La directrice des archives départementales,
Hélène SAY

AVIS ET COMMUNICATIONS

AUTRES SERVICES

CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DE NANCY

Règlement intérieur de la commission des pénalités du 2 juin 2009

Préambule :

La loi du 13 Août 2004 portant réforme de l'assurance maladie institue une commission dite des pénalités au sein des conseils des caisses primaires.

Cette commission des pénalités est chargée de rendre un avis consultatif sur des dossiers transmis par le directeur de l'organisme et susceptible :

- soit d'entraîner des pénalités financières à l'encontre des professionnels de santé, des établissements de santé, des employeurs ou des assurés,
- soit de soumettre les prescriptions d'un médecin, visées à l'article L 162-1-15 du Code de la sécurité sociale, à l'accord préalable du service médical près de l'organisme.

Article 1^{er} - Objet du règlement intérieur :

Le présent document constitue le règlement intérieur de la commission des pénalités de l'Assurance Maladie de Nancy.

Il en précise les règles de fonctionnement conformes aux dispositions des articles L 162-1-14, L 162-1-15, R 162-1-9, R 147-1 à R 147-8 du Code de la sécurité sociale.

Ce règlement intérieur est publié au recueil des actes administratifs du département.

Article 2 - Composition de la commission :

2.1 - Membres titulaires :

La commission des pénalités de l'Assurance Maladie de Nancy est composée :

1° lorsque les faits soumis concernent des assurés ou des employeurs, de cinq membres issus du conseil de l'Assurance Maladie de Nancy et désignés par lui en tenant compte de la répartition des sièges entre les différentes catégories représentées en son sein ;

2° lorsque les faits soumis concernent :

- un établissement de santé :
de 10 membres désignés par le conseil de l'Assurance Maladie de Nancy, soit les cinq membres cités au 1° ci-dessus et cinq membres parmi les représentants dans la région des organisations nationales représentatives des établissements publics et privés de santé, après avis de l'agence régionale de l'hospitalisation ;
- les différentes professions de santé :
de 10 membres désignés par le conseil de l'Assurance Maladie de Nancy, soit les cinq membres cités au 1° ci dessus et cinq membres au sein de la profession concernée, sur proposition de l'instance paritaire conventionnelle départementale ou régionale;

En l'absence d'instance paritaire conventionnelle, les représentants des professions de santé sont proposés par les organisations syndicales représentatives. Les sièges de représentants sont attribués aux organisations syndicales en fonction de leurs effectifs, établis par enquête de représentativité. Le conseil de l'Assurance Maladie de Nancy les désigne ensuite au sein de la Commission.

A défaut de proposition dans le mois qui suit la demande adressée aux organisations syndicales représentatives, c'est au préfet qu'il appartient de désigner ces représentants.

2-2 - Membres suppléants :

Des suppléants en nombre égal au nombre de titulaires sont désignés dans les mêmes conditions que ceux-ci. Ils siègent lorsque les membres titulaires dont ils sont les suppléants sont empêchés ou intéressés à l'affaire.

Dans l'hypothèse où ces derniers ne peuvent être présents, le titulaire pourra alors faire appel à tout autre suppléant de son choix appartenant à sa section.

2-3 - Membres sans droit de vote :

Sont également membres de la commission ; le directeur de l'organisme local d'assurance maladie ainsi que le médecin chef de l'échelon local du service médical, ou leurs représentants.

Ils assistent à la commission mais ne prennent pas part au vote.

2-4 - Durée du mandat :

Les membres de la commission des pénalités sont nommés pour la durée du mandat du conseil l'Assurance Maladie de Nancy (5 ans).

2-5 - Remplacement :

Lorsqu'un des membres de la commission des pénalités de l'Assurance Maladie de Nancy vient à cesser ses fonctions au cours de son mandat, il est pourvu à son remplacement dans les mêmes conditions que pour une nomination initiale et pour la durée du mandat restant à courir.

Article 3 - Compétence de la commission :

3-1 - Compétence personnelle :

La commission des pénalités de l'Assurance Maladie de Nancy se réunit en formations distinctes selon que les faits dont elle est saisie concernent un assuré, un employeur, un professionnel de santé ou un établissement de santé.

3-2 - Compétence matérielle :

La commission des pénalités de l'Assurance Maladie de Nancy est saisie pour avis par le directeur de l'organisme lorsque les faits litigieux sont visés par les dispositions :

- 1° des articles L. 162-1-14 ou R. 147-6 du Code de la sécurité sociale lorsque la demande d'avis consultatif porte sur le prononcé d'une pénalité financière ;
- 2° de l'article L. 162-1-15 dudit Code lorsque la demande porte sur l'application d'un régime d'accord préalable du service du contrôle médical.

3-3 - Compétence territoriale :

La commission des pénalités de l'Assurance Maladie de Nancy est compétente :

- 1° lorsque qu'elle a ou aurait supporté l'indu en cause quand le prononcé d'une pénalité financière est envisagé ;
- 2° lorsqu'il s'agit d'un médecin exerçant dans la circonscription de ladite caisse quand l'application d'un régime d'accord préalable par le service du contrôle médical est envisagé.

Article 4 - Organisation de la commission :

4-1 - Présidence :

Chaque formation élit un président choisi parmi ses membres qui est chargé notamment de veiller à l'application du présent règlement.

La présidence de plusieurs formations peut être assurée par la même personne.

En cas d'empêchement, le président est remplacé par un vice-président, désigné dans le même temps et les mêmes conditions que lui.

4-2 - Secrétariat :

Le secrétariat de la commission des pénalités est assuré par un agent de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Nancy.

Il assume toutes les tâches administratives de l'instance.

4-3 - Séances de la commission des pénalités :

La commission des pénalités siège dans les locaux de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Nancy (généralement en salle du Conseil à Villers-lès-Nancy).

Une fois installée, elle se réunit en fonction des affaires qui lui sont soumises.

Plusieurs affaires peuvent être successivement examinées au cours d'une même séance.

4-4 - Convocation des membres :

Les convocations sont adressées par le secrétariat aux membres titulaires, accompagnées de l'ordre du jour et des pièces utiles à l'examen des dossiers, au moins quinze jours avant la date de la commission.

Si un membre titulaire est dans l'impossibilité d'y déférer, il doit immédiatement en aviser le secrétariat et son suppléant.

4-5 - Incompatibilités :

Tout membre de la commission des pénalités doit s'abstenir de siéger lorsqu'il a un lien direct ou personnel avec l'affaire qui est examinée.

Il s'engage, dès réception de sa convocation, à déclarer l'incompatibilité qui le frappe au secrétariat afin que les mesures appropriées puissent être prises.

Lorsque l'incompatibilité apparaît en cours de séance, le membre concerné doit s'exclure du quorum, des délibérations et de sa participation au vote.

4-6 - Déroulement de la séance :**4.6.1 - Désignation d'un rapporteur :**

Chaque formation désigne, pour la durée qu'elle juge utile, un rapporteur.

Les fonctions conférées à ce rapporteur ne font pas obstacle à sa participation aux délibérations.

4.6.2 - Examen de l'affaire :

La formation de la commission des pénalités entend :

1° les observations du directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Nancy ou de son représentant,

2° le rapporteur qui doit préciser l'objet de la saisine et exposer les éléments de nature à éclairer les débats,

3° la personne ou l'établissement mis en cause, à sa demande,

4° le cas échéant toute autre audition qu'elle juge utile.

4.6.3 - Délai d'examen :

La formation compétente de la commission doit émettre un avis dans le délai d'un mois suivant sa saisine.

Ce délai peut être prorogé pour une durée identique avec l'accord du directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Nancy lorsqu'un complément d'information s'avère nécessaire.

Toutefois, si la formation concernée ne s'est pas prononcée au terme du délai qui lui est imparti, son avis est réputé rendu.

4.6.4 - Avis de la commission des pénalités :

La formation compétente se prononce sur la matérialité et la gravité des faits reprochés et sur la responsabilité de la personne ou de l'établissement mis en cause.

Et lorsqu'elle estime qu'est constitué :

1° un manquement aux règles énumérées aux articles L. 162-1-14 et R. 147-6 du Code de la sécurité sociale, elle détermine, au vu de la gravité des faits litigieux, le montant de la pénalité susceptible d'être appliquée en fonction des barèmes fixés par l'article R. 147-7 dudit code ;

2° un manquement aux obligations visées à l'article L. 162-1-15 du code de la sécurité sociale, elle détermine la durée, inférieure ou égale à six mois, durant laquelle le régime d'accord préalable peut être prononcé.

4-7 - Procès-verbal de séance :

Les débats sont résumés dans un procès-verbal établi par le secrétariat et signé par le président.

Ce procès-verbal est adressé aux membres titulaires et suppléants de la formation compétente ainsi qu'au directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Nancy.

4-8 - Constat de carence :

Il y a situation de carence dans les cas suivants :

1° dysfonctionnement résultant notamment de l'incapacité répétée (au moins deux fois consécutives) soit de fixer une date de réunion, soit d'atteindre le quorum ;

2° refus de vote ou absence d'accord sur le vote ;

Dans cette hypothèse, le secrétariat dresse un constat de carence et le transmet au directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Nancy, lequel est habilité à poursuivre la procédure.

4-9 - Indemnités de vacation :

Les membres titulaires de la commission des pénalités ou, en leur absence, les membres suppléants perçoivent une indemnité de vacation, ainsi qu'une indemnité de déplacement, soit dans les mêmes conditions que pour les membres du conseil de l'Assurance Maladie de Nancy soit, pour les représentants des professions de santé, sur la base des accords conventionnels.

Article 5 - Garanties procédurales :**5-1 - Respect du contradictoire :**

Après l'audition du représentant de l'Assurance Maladie de Nancy, si nécessaire de celle du médecin chef de l'échelon local du service médical, et l'exposé du rapporteur, la formation compétente de la commission entend, à sa demande, la personne physique ou morale mise en cause.

Elle peut également procéder à tout complément d'information qu'elle juge utile.

5-2 - Droits de la défense :

La personne physique ou morale mise en cause doit être informée, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, non seulement de son droit de présenter des observations orales, mais encore de son droit d'être assistée ou représentée par la personne de son choix.

La réunion de la formation habilitée à examiner l'affaire le concernant doit avoir lieu, au plus tôt, huit jours suivant la réception de cette information.

5-3 - Publicité des débats :

La commission des pénalités n'est pas une juridiction et à ce titre ses débats ne sont pas ouverts au public.

5.4 - Respect du secret professionnel :

Les informations communiquées à la commission des pénalités ne doivent comporter aucune mention nominative ou susceptible de permettre l'identification d'une personne dans des conditions de nature à porter atteinte au secret professionnel.

Article 6 - Délibérations de la commission :**6-1 - Règles de Quorum :**

La commission des pénalités ne peut donner son avis que si sont au moins présents :

1° trois de ses membres, lorsqu'elle siège sans la présence de représentants des professionnels de santé ou des établissements de santé ;

2° six de ses membres, lorsque ces représentants y participent.

Une feuille d'émargement, signée par les membres participant à la séance, fait foi du respect des conditions de quorum.

6-2 - Règles de vote :

Les avis de la commission des pénalités sont adoptés, au sein de chaque formation, à la majorité de ses membres.

Le vote a lieu à main levée, sauf si un membre demande qu'il ait lieu à bulletin secret.

En cas de partage égal des voix exprimées et si aucune solution transactionnelle n'est trouvée, le président de séance constate l'absence d'accord.

6-3 - Secret des délibérations :

Seuls les membres de la formation compétente peuvent prendre part aux délibérations.

Ils s'engagent à en respecter le secret même après la cessation de leurs fonctions, sans préjudice des peines prévues à l'article 226-13 du code pénal.

Article 7 - Avis de la commission :**7-1 - Motivation de l'avis :**

L'avis émis rappelle la liste des membres qui ont siégé, le nom du rapporteur et le nom des personnes entendues en cours de séance.

Il est motivé en fait et en droit.

7-2 - Transmission :

L'avis ou le procès verbal de carence, formalisé par le secrétariat et signé par le président de séance, est transmis au directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Nancy.

Cet avis est émis à titre purement consultatif, il ne lie pas le directeur de l'organisme.

Nancy, le 2 juin 2009

Le directeur de la CPAM de Nancy,
Henri MOLON

